

## Panorama de La Réunion

### CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Saint-Denis
Superficie	2 520 km <sup>2</sup>
Situation géographique	océan Indien, archipel des Mascareignes, Paris à 9 180 km, Port Louis à 210 km
Langues parlées	Français et créole réunionnais
Monnaie	Euro
Statut	Département et Région d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	54
Représentation nationale	7 députés, 4 sénateurs et 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

#### Repères historiques

Escale sur les routes commerciales de l'océan Indien, La Réunion reçoit durant plusieurs siècles la visite de navigateurs malais, arabes et européens. Les Français y débarquent pour la première fois en 1638, mais l'île ne devient colonie à part entière qu'en 1663. Le roi de France rachète l'île en 1764, après la faillite de la compagnie des Indes Orientales. Celle-ci compte alors 22 000 habitants, dont 18 000 esclaves. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement de l'île s'appuie sur la culture de la canne à sucre. La France achète à bon prix les pains de sucre moulés dans des dizaines d'usines attenantes aux propriétés coloniales.

L'abolition de l'esclavage à La Réunion est proclamée le 20 décembre 1848. L'île est alors peuplée de 103 000 habitants, dont 60 000 esclaves. Le système économique et social se réorganise autour de « l'engagisme » qui, dans les faits, reste relativement proche du système esclavagiste précédent. C'est à partir de la fin des années 50 que s'amorce puis s'accélère un mouvement d'essor exceptionnel. C'est le temps du décollage économique qui s'accompagne de transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (routiers, aériens et portuaires) et la construction de barrages hydroélectriques, d'hôpitaux et d'établissements scolaires.

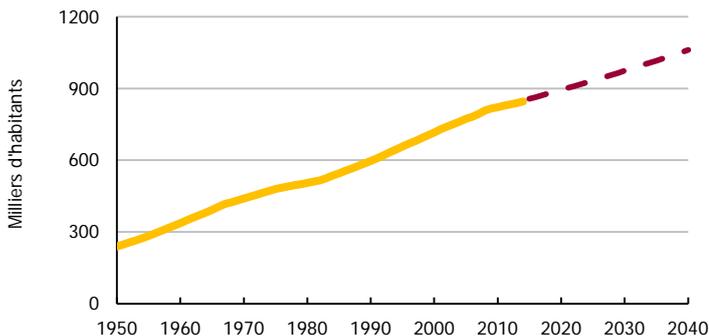
#### Organisation institutionnelle

Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, La Réunion est un département français et devient également une Région, suite à la loi du 31 décembre 1982. A la différence des régions métropolitaines, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La Région détermine l'assiette, le taux, les exonérations et la répartition de l'octroi de mer. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et Régions d'Outre-mer » (DROM).

La Réunion devient également une région ultrapériphérique (RUP) en 1997. Le régime des RUP prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire, qui peut cependant être adapté au titre des caractéristiques et des contraintes particulières des régions ultrapériphériques. Le département bénéficie de fonds européens au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif « convergence », qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union. Le programme européen 2014–2020 a été lancé le 30 avril 2015, lors du premier Comité national de suivi plurifonds des programmes européens. Les aides européennes dédiées à La Réunion s'élèvent à 2,2 milliards d'euros, contre 1,9 milliard d'euros sur la programmation 2007–2013.

## POURSUITE DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Population à l'horizon 2040



Source : Insee (Recensements ; estimations de pop. au 1<sup>er</sup> janvier ; projections)

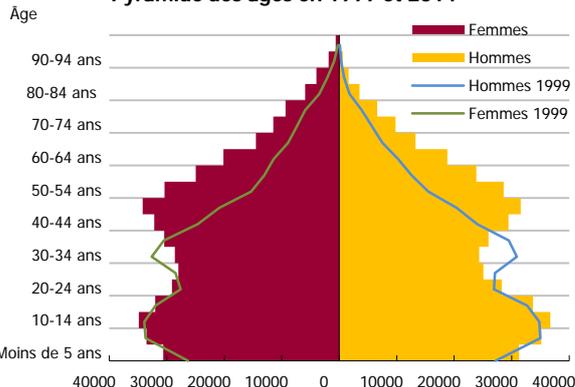
Résultat de mouvements migratoires en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Chine et des îles de l'océan Indien, la population réunionnaise est métisse, multiculturelle et pluriculturelle. La Réunion poursuit sa transition démographique, entamée dans les années 1930, même si son taux de natalité reste toujours supérieur à celui de la France hors DOM. La population réunionnaise, qui atteint 845 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2014, a été multipliée par 2,2 en 50 ans. L'accroissement naturel explique l'essentiel de cette augmentation, dont le rythme ralentit cependant progressivement, en raison de la réduction du taux de natalité et d'un solde migratoire devenu négatif. La population de La Réunion devrait franchir la barre symbolique du million d'habitants vers 2030.

Indicateurs démographiques	La Réunion	France
Population (milliers, millions pour la France)	844,9	66,3 <sup>(1)</sup>
Part des moins de 20 ans (%)	32	25 <sup>(1)</sup>
Part des 20 - 59 ans (%)	54	50 <sup>(1)</sup>
Part des 60 ans et plus (%)	14	25 <sup>(1)</sup>
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> )	337	120 <sup>(2)</sup>
Évol. annuel moy. de la population (% , 2004-2014)	1,0	0,6 <sup>(3)</sup>
Taux de natalité (taux pour 1 000 habitants, 2013)	16,6	12,4 <sup>(1)</sup>
Taux de mortalité (taux pour 1 000 habitants, 2013)	5,1	8,4 <sup>(1)</sup>
Taux de mort. infantile (pour 1 000 naissances, 2013)	7,5	3,5 <sup>(1)</sup>
Indice conjoncturel de fécondité (2013)	2,4	2,0 <sup>(1)</sup>
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2013)	83,5	85,4 <sup>(1)</sup>
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2013)	77,0	79,2 <sup>(1)</sup>
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (% , 2011)	22,6	7,0 <sup>(4)</sup>

<sup>(1)</sup> Bilan démographique de l'Insee 2014 ; <sup>(2)</sup> Métropole en 2015 ; <sup>(3)</sup> Entre 2005 et 2015 ; <sup>(4)</sup> Enquête IVQ de 2011 conduite sur la population métropolitaines des 16 à 65 ans

Source : Insee

Pyramide des âges en 1999 et 2014

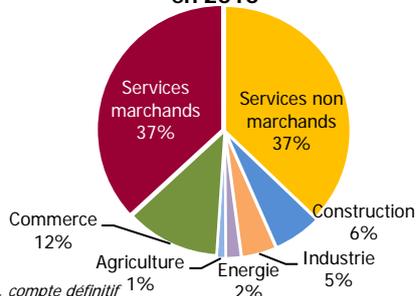


Sources : Insee, Etat civil

## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Depuis la fin des années 90 et jusqu'en 2007, l'économie réunionnaise se caractérisait par une croissance très dynamique, permettant de combler en partie son retard sur le niveau national en termes de richesse par habitant. Le produit intérieur brut (PIB) a presque doublé entre 1997 et 2007, avec un taux de progression de 4,7 % en moyenne par an, en termes réels. La consommation finale a été le principal moteur de la croissance, accompagnée par une forte progression de l'investissement, notamment à partir de 2004. Les incitations fiscales et la mise en œuvre de grands chantiers ont largement participé à cette dynamique. Le ralentissement de la consommation, la réorientation de la politique fiscale et la fin de ces grands travaux ont plongé La Réunion en récession en 2009 (-2,7 % de croissance, en euros constants). Depuis, l'activité économique peine à redécoller. En 2012 et 2013, le PIB a progressé seulement de 0,7 % (en euros constants), après +1,2 % en 2011. L'année 2014 marque une embellie avec une croissance de 3,1 %, soutenue par la consommation (+2,5 %) et relayée par l'investissement (+6,8 %).

Répartition de la valeur ajoutée en 2010



Source : Insee, compte définitif

Principaux indicateurs économiques

	La Réunion	France
PIB (milliards d'euros courants, 2014)	17,2	2 132,4 <sup>(1)</sup>
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2014)	3,1	0,2 <sup>(1)</sup>
PIB par habitant (euros courants, 2014)	20 250	32 227 <sup>(1)</sup>
Taux de dépendance <sup>(2)</sup> aux importations (% , 2014)	28,4	30,5 <sup>(1)</sup>
Taux d'inflation (% , en moyenne)	0,2	0,6
Taux de chômage (% , au sens du BIT, 2014)	26,9	9,8 <sup>(3)</sup>

<sup>(1)</sup> Évolution en volume en 2014 aux prix de l'année précédente ; <sup>(2)</sup> Importations de biens et services / PIB ; <sup>(3)</sup> En moyenne sur l'année 2014

Sources : Insee, Pôle Emploi, Ceram, Douanes

## Une inflation à son plus bas niveau en 2014

Ces dernières années, la hausse des prix est restée modérée à La Réunion (+1,6 % en moyenne par an entre 2004 et 2014). Elle est en moyenne semblable à celle observée au niveau national. La progression moyenne de l'indice des prix à la consommation suit les évolutions des prix du poste « services », principale composante de l'indice, et du poste « alimentation ». Les prix des produits pétroliers sont sujets à des oscillations importantes, mais contribuent peu à la croissance générale des prix sur l'ensemble de la période. A fin décembre 2014, l'inflation à La Réunion s'établit à -0,5 % sur un an, inférieure à celle de la France entière. En moyenne, les prix n'augmentent que de 0,2 %, soit une hausse historiquement faible.

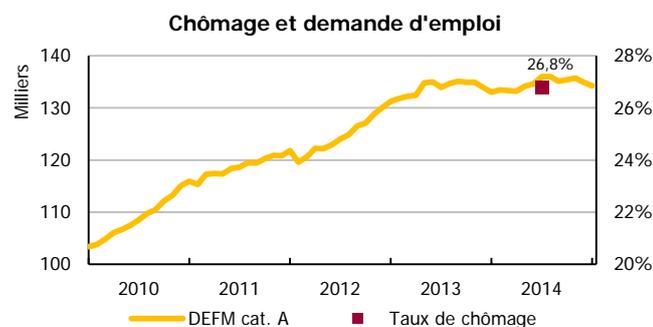
Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : Insee, IPC

## Un marché du travail en déséquilibre

Entre 2000 et 2007, l'économie réunionnaise a été la région française la plus dynamique en termes de création d'emplois, avec une croissance de 3,0 % en moyenne par an (contre +0,8 % au niveau national). Le département a ainsi créé 6 650 emplois en moyenne par an pendant cette période, soit 46 500 emplois au total. Cette progression a permis de faire reculer le taux de chômage dans l'île, qui est cependant resté nettement plus élevé qu'en France métropolitaine (24,6 % à La Réunion en 2007 contre 7,8 %). Depuis la crise, la création d'emplois a nettement ralenti (+0,9 % en moyenne par an entre 2007 et 2013) et le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru, pour s'établir à 134 250 demandeurs de catégorie A fin 2014. Néanmoins, le marché du travail s'améliore en 2014. L'emploi salarié marchand progresse de 4,1 % sur un an, après +1,6 % en 2013 et +0,1 % en 2012. Toutefois, les difficultés de retour à l'emploi perdurent pour certains, comme en témoignent les hausses du nombre de demandeurs d'emploi de deux ans et plus, et de ceux bénéficiant du RSA. Neuf emplois sur dix sont des emplois salariés, dont les trois quarts sont regroupés dans le secteur des services (y compris commerce), secteur le plus créateur d'emplois sur la décennie. Les services non marchands concentrent le plus d'emplois, mais cette part tend à se réduire.

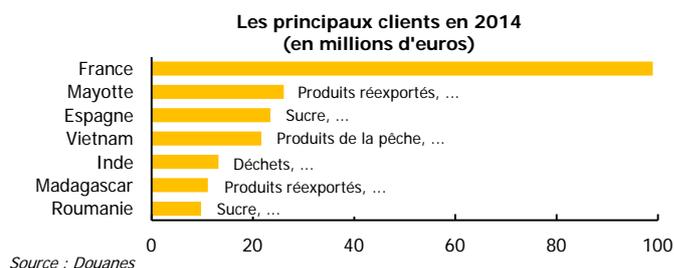
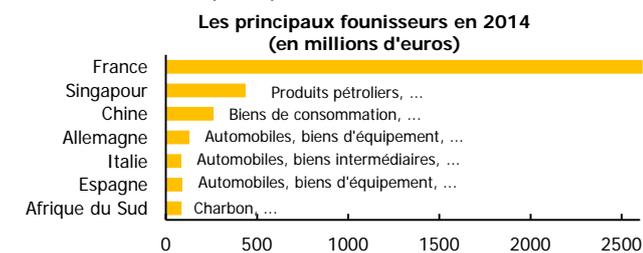


Emploi (milliers)	2003	2013 (p)	TCAM 03-13 <sup>(1)</sup>
<b>Emploi total</b>	<b>218,2</b>	<b>264,2</b>	<b>1,9%</b>
<b>Emploi non salarié</b>	<b>16,2</b>	<b>24,6</b>	<b>4,3%</b>
<b>Emploi salarié</b>	<b>202,0</b>	<b>239,5</b>	<b>1,7%</b>
Agriculture	2,5	2,8	1,2%
Industrie	14,7	16,6	1,2%
Construction	12,3	13,1	0,6%
Commerce	27,2	31,4	1,4%
Services marchands	53,2	73,0	3,2%
Services non marchands	92,0	102,6	1,1%

(p) Provisoire ; <sup>(1)</sup> TCAM : taux de croissance annuel moyen  
Source : Insee, estimations localisées d'emploi

## Une balance commerciale structurellement déficitaire

A l'instar des autres départements d'outre-mer et de la majorité des économies insulaires, l'économie de La Réunion a largement recours aux importations pour ses approvisionnements en biens et en matières premières, générant une balance commerciale structurellement déficitaire. Les exportations ne couvrent que 6 % des importations de biens. L'île exporte essentiellement du sucre et des produits de la pêche, les autres exportations concernant principalement des produits réexportés. La France métropolitaine reste de très loin le principal fournisseur et client de l'île.



Importations en valeur (millions d'euros)	2014
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	100,6
Produits pétroliers et hydrocarbures	595,0
Produits des industries agroalimentaires	818,9
Biens intermédiaires	505,7
Équip. méca., matériel élec., électro. et informatiques	800,3
Matériels de transport	557,5
Produits courants destinés aux ménages	1000,0
Autres produits industriels	293,8
<b>Total</b>	<b>4 671,8</b>

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)	2014
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	8,2
Déchets industriels et ménagers	21,1
Produits des industries agroalimentaires	174,2
<i>dont sucre et rhum</i>	<i>82,0</i>
<i>dont produits de la pêche</i>	<i>49,7</i>
Équip. méca., matériel élec., électro. et informatiques	23,9
Matériels de transport	24,8
Autres produits	32,3
<b>Total</b>	<b>284,4</b>

Source : Douanes

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie réunionnaise se caractérise par la prépondérance des services. Ce secteur se distingue par l'hypertrophie des services principalement non marchands (37,2 % à la richesse de l'île en 2010, contre 22,6 % au niveau national), talonnés de très près par les services marchands (36,9 %). Le faible poids de l'industrie réunionnaise est également une caractéristique majeure de l'économie de l'île (5,0 % à La Réunion contre 12,5 % en France entière).

Principaux indicateurs sectoriels	2014	Moyenne décennale	TCAM <sup>(1)</sup> 04-14	2014	Moyenne décennale	TCAM <sup>(1)</sup> 04-14	
Production agricole (M€, 2012)	395	366	2,1%	Importations de ciments (tonnes)	279	397	-4,4%
Production de cannes à sucre (milliers de tonnes)	1 759	1 800	-1,1%	Moyens affectés au logement social (M€)	282	186	8,7%
Production de sucre (milliers de tonnes)	196	199	-1,2%	Nombre de touristes (milliers)	406	407	-0,6%
Production animale (tonne équivalent carcasse)	21 371	23 167	-0,5%	Nombre de nuitées (milliers)	749	855	-1,4%
Export. de produits de la pêche (tonnes)	3 478	4 295	-1,7%	Nombre de passagers aux aéroports (milliers)	2 062	1 852	2,1%
Effectifs du BTP (à fin décembre)	15 474	18 273	-0,7%	Nombre de médecins	2 267	2 082	1,4%
Attestations de conformité électrique	6 821	9 708	-5,2%	Nombre d'élèves (public et privé, milliers)	220	223	-0,1%

<sup>(1)</sup> TCAM : taux de croissance annuel moyen

Sources : Douanes, Deal, Sicabat, Ariv, Daaf, eRcane, Caisse des congés payés du BTP, Consuel

<sup>(1)</sup> TCAM : taux de croissance annuel moyen

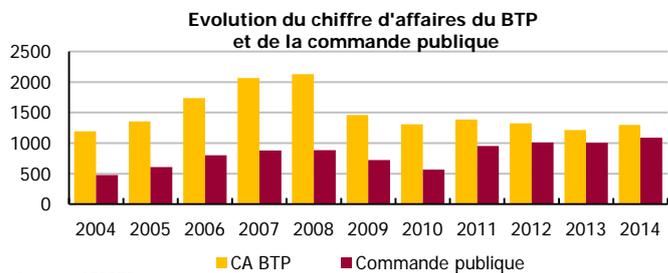
Sources : Rectorat, Dress, Insee, IRT, Douanes, Deal, Société aéroportuaire, syndicat mixte de Pierrefonds

## Une industrie sucrière moderne et concentrée

La canne à sucre a façonné les paysages et l'identité de La Réunion. Aujourd'hui, l'industrie sucrière s'est modernisée et se concentre autour de deux sucreries (Bois Rouge et le Gol). Le département a produit en moyenne 199 000 tonnes de sucre par an au cours de ces dix dernières années, ce qui reste très en deçà des quotas européens alloués (338 000 tonnes). La sécheresse qui sévit depuis plus de trois ans a des conséquences négatives sur les dernières campagnes cannières et sur la richesse saccharine des cannes. Le sucre représente cependant toujours la première source d'exportation de biens.

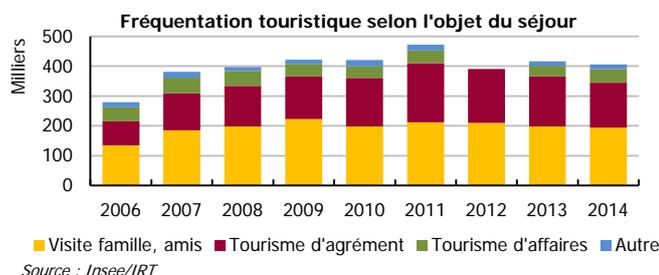
## Le BTP tributaire des aides financières de l'État et de la commande publique

Le BTP a été un élément moteur du développement économique de l'île ces dernières années. Entre 2002 et 2007, la valeur ajoutée du secteur s'est accrue au rythme moyen de 13,3 % par an. A partir du milieu de l'année 2008, l'activité du BTP s'est très nettement dégradée. Le ralentissement de la demande en biens immobiliers, alimenté par les incertitudes autour de la Lodeom, s'est traduit par une contraction des ventes de biens immobiliers neufs. Parallèlement, l'achèvement de chantiers de grande envergure (route des Tamarins, etc.) et l'abandon de plusieurs projets par les collectivités locales ont engendré une forte contraction de l'activité. Le chiffre d'affaires du secteur est ainsi passé de plus de 2 milliards d'euros en 2007 et 2008 à 1,3 milliard d'euros en moyenne ces cinq dernières années. La commande publique, en particulier la construction de logements sociaux neufs et les débuts du chantier de la Nouvelle route du littoral, soutient néanmoins la filière notamment en 2014.



Source : CERBTP

## Une activité touristique fortement dépendante des résidents



Source : Insee/IRT

Le secteur touristique représente la première source d'exportations de l'île, bien que son poids dans la valeur ajoutée totale reste faible. Plus de la moitié de la dépense touristique sur l'île provient des touristes locaux. Du fait de son intensité en main-d'œuvre, le secteur est un pourvoyeur d'emplois significatif avec 6 750 emplois salariés directs en 2011. Après une année 2011 record, la fréquentation touristique recule pour retrouver un niveau proche de celui du début des années 2000.

## LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le marché du crédit à La Réunion reste relativement concentré. En 2014, vingt-deux établissements soumis à la loi bancaire participent au système d'intermédiation financière de l'île. Onze ont le statut d'établissement de crédit, six celui d'établissement de crédit spécialisé et cinq celui de société de financement. Le nombre de comptes à la clientèle ne cesse de progresser, de même que le niveau d'équipement en guichets bancaires et en distributeurs automatiques. Même si, rapportée à la population, la bancarisation reste inférieure au niveau national, elle n'implique pas une moindre accessibilité aux services bancaires, en raison de la forte concentration de la population sur les zones côtières.

L'accompagnement par les établissements de crédit de l'économie réunionnaise s'est longtemps traduit par une forte croissance des concours consentis à l'ensemble des agents économiques (+8,7 % en moyenne par an entre 2000 et 2008). Depuis la crise, ce rythme ralentit mais reste positif (+2,0 % en moyenne par an entre 2008 et 2014), soutenu par le rôle grandissant des prêteurs institutionnels. Les principaux concours de crédit sont portés par les secteurs des activités immobilières (un peu plus de la moitié des crédits), du commerce et de l'industrie. Les acteurs bancaires continuent à s'adapter aux nouvelles contraintes réglementaires et poursuivent l'assainissement de leur portefeuille. Le taux de créances douteuses a atteint un maximum de 6,6 % début 2012 et se situe à 5,3 % fin 2014 (contre 3,2 % en France hors DOM).

### Indicateurs monétaires et financiers

	2000	2014	France
Nombre d'hab. par guichet bancaire	8 673	3 407	1 688 <sup>(1)</sup>
Nombre d'hab. par guichet automatique	2 891	1 383	1 090 <sup>(1)</sup>
Nombre de comptes par hab.	2,1	2,4	1,24 <sup>(1)</sup>
Actifs financiers des agents éco. (Md€)	5,7	12,5	1 948
Encours sains des agents éco. (Md€)	8,8	19,0	2 384
Taux de créances douteuses <sup>(2)</sup> (%)	5,5	5,3	3,2

<sup>(1)</sup> A fin 2013; Md : milliard ;

<sup>(2)</sup> créances douteuses / ensemble des concours

Sources : IEDOM, données au 31 décembre ; Banque de France

### Indicateurs d'entreprises

	2014
Actifs financiers <sup>(1)</sup> (millions d'euros, à fin déc.)	2 899
Concours bancaires <sup>(2)</sup> (millions d'euros, à fin déc.)	8 154
dont crédits d'exploitation	953
dont crédits d'investissement	3 448
dont crédits à la construction	3 688
Coût moyen du crédit à moyen et long termes (octobre 2014)	3,62%

<sup>(1)</sup> auprès des établissements de crédits locaux

<sup>(2)</sup> concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : IEDOM, données au 31 décembre

### Indicateurs ménages

	2014
Actifs financiers <sup>(1)</sup> (millions d'euros, à fin déc.)	8 699
Concours bancaires <sup>(2)</sup> (millions d'euros, à fin déc.)	7 082
dont crédits à la consommation	1 523
dont crédits à l'habitat	5 558
Créances douteuses nettes (millions d'euros)	130
Nombre de dossiers de surendettement	1 301

<sup>(1)</sup> auprès des établissements de crédits locaux

<sup>(2)</sup> concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : IEDOM, données au 31 décembre

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : juillet 2015 – Dépôt légal : juillet 2015 – ISSN 1952-9619